

---

## Propositions France

---

**Nouvelle Donne veut prouver qu'il est aussi possible d'agir en France pour de sortir notre pays de la crise et propose des solutions nouvelles en matière d'EMPLOI, de LOGEMENT, de POUVOIR D'ACHAT, de DEVELOPPEMENT DES PME ou D'ENVIRONNEMENT.**

### LOGEMENT : ACCELERER LA CONSTRUCTION

Les Français traversent une grave crise du logement. Les prix des biens et des loyers sont trop élevés. La principale raison est le manque de logements.

Peut-on donner un coup d'accélérateur à la construction de logements sans alourdir la dépense publique ? Oui, c'est possible !

Peu de gens le savent, mais **il existe depuis 10 ans en France une sorte de cagnotte, appelée le Fonds de Réserve des Retraites. Son montant actuel est de 36 milliards d'euros.**

Aujourd'hui, ces 36 milliards sont placés sur les marchés financiers. Cette stratégie peut s'avérer risquée : quand la bourse a baissé en 2008 le fonds a perdu 25 % de sa valeur.

Une autre gestion de cet argent est possible. Elle est plus sûre et surtout plus utile. **Le principe est d'en affecter progressivement une large partie à la construction ou à des prêts à la construction de logements sociaux. Ce fonds existe déjà, ce n'est donc pas de l'argent dépensé en plus : il s'agit simplement de le déplacer.**

Investies dans le logement social et intermédiaire, ces sommes rapporteraient ainsi chaque année le montant des loyers versés, soit environ 3,5 % par an. En les plaçant sur les marchés financiers, le fonds n'a pas fait mieux, en moyenne, depuis sa création.

Ce système a très bien marché aux Pays-Bas. Au-delà du fond de réserve des retraites, il faut orienter une partie de l'épargne des ménages vers la construction de logement, en obligeant les compagnies d'assurance à investir dans la pierre une partie des capitaux qui lui sont confiés (comme ce fut pendant très longtemps le cas en France). C'est le moyen le plus rapide de répondre aux besoins de centaines de milliers de personnes : être mieux logées et faire **des économies, autour de 2.000 euros par an et par ménage en moyenne.** A terme, la détente sur le marché de l'immobilier permettra à tous les Français de gagner du pouvoir d'achat.

### ENTREPRISES : PRIORITE AUX PME FACE AUX GRANDS GROUPES

Réserver 20% des commandes publiques à des entreprises de moins de 50 salariés.

Les grandes entreprises qui paient peu ou pas d'impôts en France n'ont pas à recevoir autant d'aides de l'Etat (CICE, CIR, Pacte de responsabilité, etc.). Seules les entreprises en-deçà d'un seuil de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires pourront bénéficier systématiquement de ces aides, toute filiale majoritaire d'un groupe étant assimilée sur ce plan au Groupe auquel elle appartient.

Les 10 milliards d'euros récupérés annuellement grâce à cette mesure seront réinvestis dans **un plan de "récupération économique"** pour les PME. Afin de favoriser leur investissement et leur développement, **les PME seront dispensées du paiement de l'IS pendant 3 ans**, sous réserve d'un engagement à ne pas verser de dividendes pendant 5 ans.

Présence paritaire des salariés au sein des Conseil d'Administration et de surveillance des sociétés, en s'inspirant du modèle de cogestion allemand.

## **POUVOIR D'ACHAT : CREER UNE MONNAIE SUPPLEMENTAIRE A L'EURO POUR EVITER LA DEFLATION : L'EURO-FRANC**

Avec une monnaie unique et une Banque Centrale indépendante, les instances démocratiques européennes n'ont plus aucun pouvoir sur la monnaie. Or la France, comme toute l'Europe est proche de la déflation, cette redoutable conjonction de baisse des prix, des revenus et des profits, aggravant le chômage, multipliant les cas d'extrême pauvreté et précipitant les faillites.

Le pouvoir d'achat des français est plombé par des salaires stagnants et des hausses d'impôts pour financer l'austérité. Cette politique vide les carnets de commande des entreprises tandis que l'économie réelle manque de monnaie, comme le corps peut manquer d'oxygène. A l'heure actuelle, toute la création monétaire est capturée par les banques, à des fins essentiellement spéculatives.

Il est devenu nécessaire, dans ce contexte, et tout en gardant l'acquis de l'euro, d'émettre une monnaie supplémentaire temporaire qui arrive « jusqu'au porte-monnaie ». **Un « euro-franc » sera créé par la Banque de France**, ce qui n'est pas juridiquement interdit. Ce sera une monnaie à parité fixe : 1 euro-franc = 1 euro. Elle sera inconvertible, inutilisable pour l'achat d'actifs financiers et de biens immobiliers. Chaque citoyen résident âgé de plus de 18 ans, recevra **chaque mois 150 euro-francs**, sur un compte ouvert à cet effet.

Fonctionnant comme un impôt inversé, ce sera un surplus direct de pouvoir d'achat, pour plus d'égalité et de sécurité économique. Des milliers d'entreprises et de citoyens utilisent déjà avec succès des monnaies complémentaires au niveau local. L'euro-franc sera une monnaie locale « nationale » et « supplémentaire » qui, sans porter préjudice à nos partenaires, pourra soulager directement les Français, avec un vrai potentiel de relance sur l'activité économique réelle.

Cette initiative de création monétaire contrôlée pousserait les autres pays européens à faire de même. Une fois la situation monétaire européenne stabilisée, les différentes monnaies supplémentaires émises seraient, par l'usure, à nouveau remplacées au fur et à mesure par des euros.

## EMPLOI : ADAPTER LE PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL AUX EVOLUTIONS TECHNIQUES

Le monde vit une vraie révolution : les machines, les logiciels, les robots, les algorithmes et maintenant les imprimantes-3D remplacent de plus en plus de travaux humains.

Si on ne réagit pas, il y aura de plus en plus de chômage : l'économie a besoin de moins en moins de gens pour produire, du fait des gains de productivités qui s'accumulent.

Que peut-on faire quand l'économie a besoin de moins de travail ? Soit on accepte toujours plus de chômeurs, et c'est la catastrophe ; soit on accepte que toujours plus de gens ne travaillent qu'à temps partiel, et c'est une société de précarité ; **soit on choisit une troisième voie : chacun travaille un peu moins, et il y a du travail pour tous.**

Aujourd'hui, nous ne sommes pas assez nombreux à travailler. C'est un drame humain, et ça nous coûte très cher. **Nouvelle Donne propose, au lieu de financer l'inactivité des chômeurs, d'utiliser cet argent pour que les entreprises puissent les embaucher sans surcoût.**

**Le partage actuel du travail entre les désœuvrés et les surmenés est stupide et ne profite qu'aux actionnaires. Il est urgent de négocier un nouveau partage du travail tout au long de la vie, un nouvel équilibre** entre vie professionnelle et vie personnelle. Cela permettra aussi de rééquilibrer les comptes sociaux, avec moins de prestations à verser et plus de personnes qui cotisent.

Pour agir vite, Nouvelle Donne propose de s'appuyer sur les expériences déjà menées avec succès en France, au Danemark, au Canada ou en Allemagne.

## ENVIRONNEMENT : RENDRE OBLIGATOIRE DANS LE PUBLIC COMME LE PRIVE LES TRAVAUX D'ISOLATION THERMIQUE NECESSAIRES POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF DE FACTEUR 4 D'ICI 2050

La mise en œuvre du Pacte européen Energie – Climat - Pouvoir d'achat doit permettre à notre pays d'emprunter chaque année 20 milliards à taux 0 pour financer des travaux d'isolation.

Mais sans attendre que ce Pacte soit négocié, il faut **créer une structure de financement de droit français, semblable à la structure créée en 2008 pour sauver les banques.** « *Dotée de seulement de 200 millions d'euros mais bénéficiant de la garantie de l'Etat, elle avait permis en quelques jours de lever 70 milliards pour venir en aide aux banques sans que cela soit comptabilisé comme de la dette publique* », rappelle l'économiste Gaël Giraud.

Si on a été capable d'une telle créativité et d'une telle rapidité pour sauver les banques, pourquoi perdre tant de temps pour lancer le chantier de la transition énergétique ?

Avec des financements à taux 0, il est possible de rendre obligatoire des travaux d'isolation, qui jusque-là étaient facultatifs. C'est quand le local est vide qu'il est le plus facile de faire des travaux. Nul ne devrait s'opposer à cette proposition de Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, s'il a compris la gravité de la situation.

Nul ne peut douter de **l'effet sur l'emploi qu'aurait une telle politique** : dans toutes les régions, dans tous nos bassins d'emplois, il faudrait embaucher des gens et les former pour réaliser ces travaux. C'est un immense chantier qu'il faut programmer, organiser et financer sur un grand nombre d'années, mais son utilité est indiscutable. Une étude du CNRS annonce 200.000 emplois pouvant être créés en France en dix ans si on se donne les moyens de financer cette politique.